

L'effondrement du système financier mondial

Partage international n° 243 - Novembre 2008

« Comme annoncé (Partage international, déc. 1988), un krach boursier mondial prendra naissance au Japon. Maitreya le répète : un krach boursier est inévitable. La fin est proche. Les Bourses sont à l'image des casinos où les hommes se comportent comme des drogués, voulant faire de plus en plus d'argent. Ils dissimulent même leurs richesses et engendrent une atmosphère criminelle. C'est une bulle sur le point d'exploser » (Un proche de Maitreya, *PI*, juin 1989).

Le système financier mondial est « sur le point de s'effondrer », a affirmé le 10 octobre 2008 Dominique Strauss-Kahn, directeur du Fonds monétaire international. Cette déclaration est survenue à l'occasion de la pire tempête que les marchés financiers mondiaux aient connue depuis la Grande Dépression des années 1930, et alors que les gouvernements tentaient des mesures sans précédent pour empêcher un effondrement total.

Bien que la spirale baissière se soit considérablement accélérée dans la seconde moitié de l'année 2008, les prémices de la crise remontent à plusieurs années en arrière. La plupart des analystes la font débuter avec les problèmes économiques des Etats-Unis, en particulier dans le secteur immobilier. La Réserve fédérale, la Banque centrale des Etats-Unis, a ramené son taux d'intérêt principal de 6,5 % en 2000 à 1 % en juin 2003. Selon Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie : « *Le résultat prévisible était une débauche de dépenses de la part des consommateurs : le crédit était fourni sans mesure et les crédits hypothécaires sub-prime (prêts consentis à des emprunteurs ayant une faible solvabilité) étaient accordés sans plus aucune restriction.* » Dans le courant de l'été 2007, les dettes liées aux cartes de crédit atteignaient aux Etats-Unis 900 milliards de dollars. Les ménages américains cherchaient à profiter de la faiblesse des taux d'intérêts et ont contracté des crédits hypothécaires assortis de taux de départ très faible.

Pendant un premier temps, cette débauche de consommation a donné l'impression d'une économie

florissante. Mais les conséquences pour de nombreuses familles se sont fait sentir après quelques années, lorsque les taux d'intérêts ont augmenté et qu'il ne leur était plus possible de rembourser les emprunts. On s'attend à ce que près de 1,7 million d'Américains perdent leur maison dans les mois à venir.

Mais ces crédits à haut risque, accompagnés de la hausse des taux d'intérêt à partir de 2004, ont eu un impact plus large sur l'économie.

D'après un article de David Lightman paru dans le journal McClatchy, dans le passé, les banques et autres prêteurs octroyaient des crédits hypothécaires et les conservaient à leur actif jusqu'à leur échéance. Les prêteurs étaient directement concernés par la capacité de remboursement des emprunteurs. Mais, ces dernières années, les crédits hypothécaires ont été vendus à des firmes qui les ont transformés en titres. Les crédits accordés aux emprunteurs les moins fiables engendraient un risque plus important mais étaient assortis d'un taux d'intérêt plus élevé, ce qui a attiré de nombreuses banques et investisseurs institutionnels. A un certain stade, plus personne ne se préoccupait plus de la capacité de remboursement des emprunteurs. Ce processus a permis à davantage de particuliers d'acquérir une habitation et, à partir de 2005, a entraîné une explosion des titres adossés à des crédits hypothécaires. Lorsque les taux ont augmenté, nombre d'emprunteurs qui avaient opté pour des prêts à taux révisable se sont retrouvés dans l'incapacité de rembourser. En conséquence, les investisseurs qui avaient acquis les obligations adossées à ces crédits hypothécaires se sont retrouvés avec des titres valant beaucoup moins que leur valeur faciale (pour autant qu'ils arrivent encore à attribuer une valeur quelconque à ces titres).

Avec la mondialisation, la crise s'est répercutée au niveau planétaire. D'après J. Stiglitz : « *La mondialisation a pour effet que l'économie des Etats-Unis et celles du reste du monde se sont retrouvées entremêlées. Si on prend l'exemple des emprunts hypothécaires aux Etats-Unis : lorsque les ménages aux Etats-Unis ne remboursent plus, les propriétaires de ces prêts hypothécaires se retrouvent avec des papiers pratiquement sans valeur. Mais les prêteurs d'origine ont revendu depuis bien longtemps ces créances douteuses à des banques d'investissement qui les ont regroupées avec d'autres actifs d'une manière*

particulièrement opaque pour revendre le tout à d'autres intervenants non identifiés. Lorsque les problèmes sont devenus apparents, les marchés financiers mondiaux ont connu de véritables secousses sismiques : il est apparu que des milliards de dollars d'hypothèques sans réelles garanties se sont retrouvées dans des portefeuilles détenus en Europe, en Chine ou en Australie, ainsi que chez des banques d'affaires réputées, comme Goldman Sachs et Bear Stearns. »

D'après la BBC, la conséquence de ces mouvements est que les banques ne veulent plus se prêter mutuellement de l'argent, car elles s'inquiètent de leur solvabilité respective. La chute accélérée du marché immobilier américain rend particulièrement difficile l'évaluation des titres adossés aux prêts hypothécaires et oblige les banques à faire face à des pertes très importantes.

Suite au gel des prêts interbancaires, les banques n'ont plus d'argent à prêter. D'après Kevin G. Hall, du journal *Mc-Clatchy* : « *Devant une demande de crédit, pour une activité professionnelle, une voiture, une maison, pour des études ou autre, les banques hésitent à s'engager de peur de se retrouver avec encore plus de créances douteuses. Avec l'assèchement du crédit, les revendeurs de voitures n'arrivent plus à écouler leurs stocks et les agents immobiliers font visiter des maisons qu'ils n'arrivent plus à vendre. L'économie ralentit avec le blocage du crédit.* » La chute du marché immobilier et les problèmes liés aux titres adossés aux crédits hypothécaires se sont fait sentir dès 2007 et de manière encore plus importante en 2008.

En janvier 2008, Bank of America rachetait pour quatre milliards de dollars Countrywide Financial, le plus grand organisme de prêts hypothécaires des Etats-Unis, après l'effondrement de ce dernier suite aux pertes liées aux crédits à risque. En février 2008, Northern Rock, une banque britannique, était nationalisée en raison de ses difficultés de financement. Le mois suivant, Bear Stearns, une des plus grandes banques d'investissement, s'effondrait et était rachetée par JP Morgan Chase, la première banque d'investissement américaine. En avril 2008, le gouvernement américain prenait le contrôle de Fannie Mae et de Freddie Mac, deux établissements semi-publics qui rachetaient les crédits hypothécaires et les titrisaient. En tant que détenteurs ou garants de crédits hypothécaires pour un montant de quelques 5 000 milliards de dollars, Fannie Mae et Freddie Mac sont d'une importance vitale pour le marché américain. Avant leur reprise, les deux institutions avaient subi 14,9 milliards de dollars de pertes ; leurs difficultés menaçaient le

paralyser complètement le marché des crédits au logement.

Septembre 2008 s'est révélé particulièrement tumultueux pour les banques d'affaires américaines, les institutions financières et les autorités de contrôle fédérales. Le 14 septembre, la banque d'affaires Lehman Brothers, vieille de 158 ans, se déclarait en faillite, la plus grande banqueroute de l'histoire des Etats-Unis. Le même jour, Merrill Lynch, société de courtage établie depuis 94 ans, acceptait une offre de rachat de la part de Bank of America plutôt que de risquer un effondrement total. Le lendemain, la Réserve fédérale octroyait un prêt de 85 milliards de dollars à une des plus grandes compagnies d'assurances américaines, AIG, afin de prévenir un nouvel effondrement. Le 25 septembre, le gouvernement prenait le contrôle de Washington Mutual, la plus grande banque de dépôts du pays, la revendant le lendemain à la banque d'investissement JP Morgan Chase.

Le mois de septembre a également été particulièrement tumultueux sur le sol européen. HBOS, le plus grand organisme hypothécaire de Grande-Bretagne, était racheté par Lloyds TSB, donnant naissance à une institution financière gigantesque détenant près du tiers de l'épargne et du marché hypothécaire britanniques - opération rendue nécessaire suite à l'effondrement de l'action HBOS. Fortis, géant européen de la banque et de l'assurance, était en partie nationalisé afin d'assurer sa survie. Un peu plus tard, le gouvernement britannique prenait le contrôle de Bradford & Bingley, organisme de prêts hypothécaires détenant un portefeuille de 50 milliards de livres. Le même jour, le gouvernement d'Islande prenait le contrôle de la troisième banque du pays, Glitnir, après que celle-ci ait rencontré des problèmes de liquidité. La banque belgo-française Dexia était également renflouée par les Etats belges, français et luxembourgeois.

Le 3 octobre, le Congrès donnait son accord pour un plan de sauvetage de l'ensemble du système financier américain. Ce plan autorise le Département du Trésor à dépenser jusqu'à 700 milliards de dollars pour racheter des prêts risqués à des banques en difficultés. Ceci constituera l'intervention la plus importante du gouvernement sur les marchés financiers depuis la Grande Dépression des années 1930. Quelques jours plus tard, le gouvernement allemand annonçait un plan de 50 milliards pour sauver Hypo Real Estate, une des plus grandes banques du pays.

Moins de deux semaines après l'approbation du plan

de sauvetage américain, le Département du Trésor annonçait son intention de modifier son approche et d'investir directement dans les banques, ce qui revient à une nationalisation partielle de l'industrie.

Les Bourses mondiales ont également subi la tempête sévissant sur les marchés financiers. Le 10 octobre, l'indice Dow Jones avait chuté de plus de 40 % sur un an. L'indice Nikkei de Tokyo chutait de 24 % en une seule semaine, doublant le record de baisse sur une semaine survenu lors du krach boursier de 1987. Le 10 octobre, en une seule journée, l'indice FTSE de Londres chutait de près de 9 % et rejoignait son niveau le plus bas depuis plus de cinq ans.

Herman Wijffels, ancien président de la Rabobank (Pays-Bas) et maintenant administrateur de la Banque mondiale à Washington, a émis la suggestion que cette crise marquait la fin du « *capitalisme de Wall Street* » : « *Il y a vingt ans, nous avons assisté à la chute du communisme. Aujourd'hui, la crise atteint les fondamentalistes du capitalisme. Il n'y avait plus de limites à la dérégulation depuis que le capitalisme l'avait emporté sur le communisme. Les gars de Wall Street se croyaient réellement les maîtres de l'univers. Vous savez maintenant ce qu'il en est advenu et franchement, les produits hypothécaires, c'était littéralement du vol.* » Mais H. Wijffels prévoit une évolution positive : « *Je m'attends à la fin du néo-conservatisme dans la politique et la société américaine.* »

D'après le ministre allemand des Finances, Peer Steinbrück, les Etats-Unis vont perdre leur statut de superpuissance financière et le monde ne sera plus jamais le même. Il reproche aux Etats-Unis d'être à l'origine de la crise : le système anglo-saxon se focalise sur la recherche de rendements élevés à court terme et accorde des bonus extraordinaires aux

banquiers et aux dirigeants.

D'après George Soros, le système financier est au bord du gouffre : « *Depuis vingt ans, on a connu des excès idéologiques, une sorte de fondamentalisme du marché. Maintenant cet univers s'effondre.* » D'après lui, le fondamentalisme des marchés consiste à croire qu'ils vont se corriger d'eux-mêmes ; qu'il n'y a pas besoin d'interventions de l'Etat en matière financière. Mais cela ne fonctionne pas. Se tournant vers le futur, G. Soros a déclaré : « *Ces vingt-cinq dernières années, l'économie était entraînée par le consommateur américain qui dépensait plus que ce qu'il produisait. Ce moteur est maintenant stoppé. Or nous avons un gros problème : le réchauffement climatique. Il nécessite d'énormes investissements. C'est lui qui pourrait bien constituer le moteur de l'économie mondiale pour les années à venir.* »

Sources : BBC, G.-B. ; Reuters ; McClatchy Newspapers, Vanity Fair Magazine, Bill Moyers Journal, Etats-Unis

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Faits et prévisions](#) (Au fil des années, Partage international a régulièrement publié des articles soulignant les attentes de Maitreya, telles qu'elles ont été présentées par l'un de ses collaborateurs vivant à Londres au sein de la même communauté, à propos d'un certain nombre de changements politiques, sociaux, écologiques et spirituels devant se produire dans le monde. Périodiquement, Benjamin Creme et son Maître ont également partagé leur point de vue sur les développements à venir. Dans cette rubrique intitulée « Faits et Prévisions » notre rédaction analyse les nouvelles, les événements et les déclarations ayant un rapport avec ces prévisions et points de vue.)